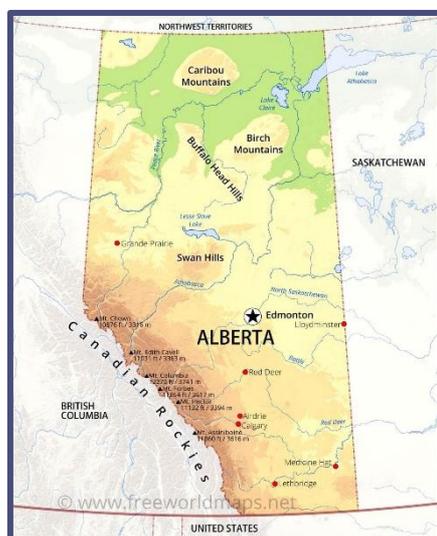


Fiche province – Juin 2025

Alberta



En bref

L'Alberta est l'une des provinces les plus dynamiques du Canada (3^{ème} contributeur au PIB global après l'Ontario et la Québec) en raison notamment de l'importance de son secteur énergétique. Toutefois, cette dépendance à l'industrie pétrolière, que la province tente d'atténuer par une stratégie de diversification, rend l'économie albertaine plus volatile : la province a ainsi connu depuis la crise du COVID une reprise parmi les plus vigoureuses, poussée par l'augmentation du prix des hydrocarbures en 2021 et 2022, (hausse de 26,2% du PIB nominal contre 4,8% pour le PIB réel), avant que les revenus ne chutent depuis 2023, suivant le prix du pétrole, ce qui engendre un déficit estimé à 5,2 Md CAD pour l'exercice 2025-2026. Le PIB de l'Alberta était d'environ 344,1 Md CAD (230,5 Md€) en 2024.

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population** (au T1 2025) : 41,5 M hab
- **Densité de population** : 4,16 hab. /km²
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2024) : 2 444 Md CAD
- **PIB/hab.** (2024) : 58 892 CAD
- **Taux de chômage** (Mars 2025) : 6,6%
- **Solde budgétaire** (2024-2025) : - 61,9 Md CAD (-2,1% du PIB)
- **Dette nette** (2024-2025) : 1 281,5 Md CAD (41,9 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2024) : 779 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2024) : 786 Md CAD
- **Balance commerciale pour les biens** (2024) : + 7,15 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2024 (biens)** : États-Unis (69 %) ; Chine (6 %) ; Mexique (2 %) ; Union européenne (7 %), Royaume-Uni (3 %)
- **Échanges de biens France – Canada** (2024) : 10,7 Md CAD

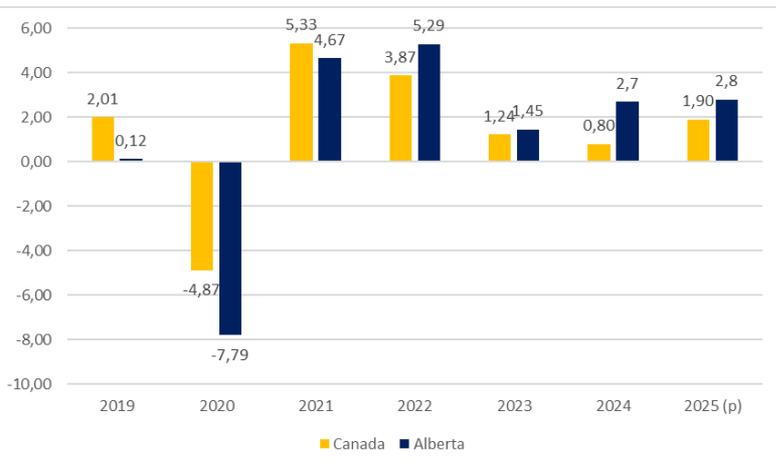


- **Superficie** : 661 848 km²
- **Population** (T1 2025) : 4,96 M habitants
- **Densité de population** : 7,8 hab/km²
- **PIB réel** (dollars enchaînés, 2024) : 344,1 Md CAD
- **PIB/hab.** (2024) : 69 383 CAD
- **Taux de chômage** (décembre 2024) : 7,1%
- **Solde budgétaire provincial** (2024-2025) : +5.76 Md CAD
- **Dette nette (2024-2025)** : 43 Md CAD
- **Exportations internationales de biens** (2024) : 182,7 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2024) : 40,2 Md CAD
- **Balance commerciale (2024)** : +142,5 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2024 (biens)** : États-Unis (84 %) ; Chine (5 %) ; Japon (1,5 %) ; Mexique (1%)
- **Échanges France – Alberta** (2024) : 595 M CAD

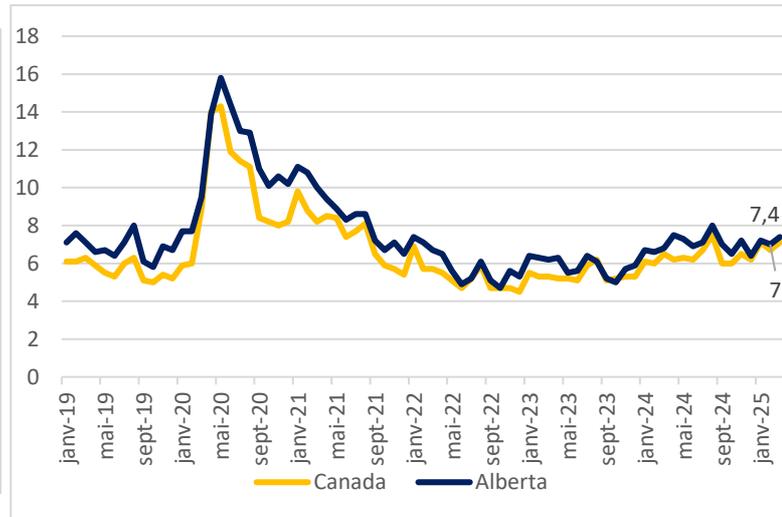


Principaux indicateurs économiques

Produit intérieur brut

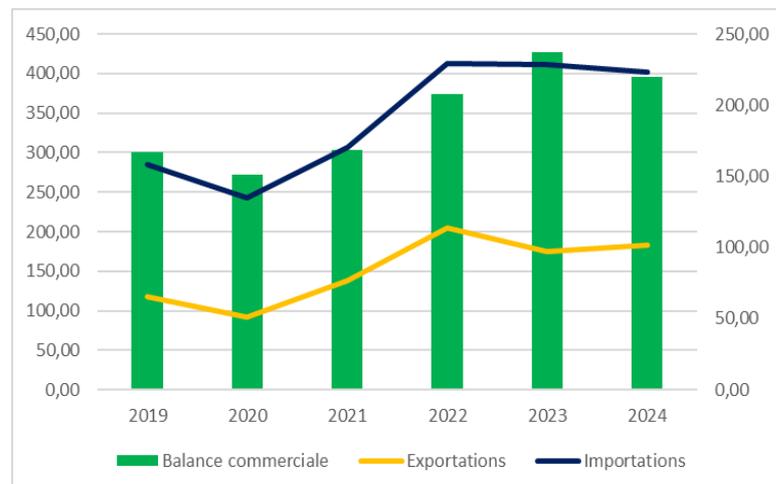


Taux de chômage



Source : Statistique Canada

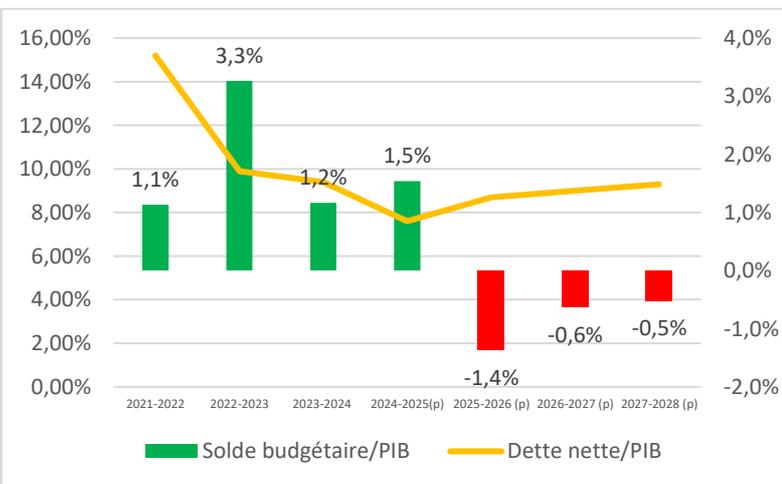
Commerce international de biens



p : prévision

Source : Statistique Canada

Dette et solde budgétaire



p : prévision

Source : RBC fiscal tables, TD Economics et Scotiabank

Présentation générale

L'Alberta, le « Texas canadien »

LE CHIFFRE À RETENIR

12 %

Part de la population canadienne

L'Alberta est une province importante du Canada, tant sur le plan économique que démographique. Située à l'ouest du pays, elle est bordée par la Colombie-Britannique à l'ouest, la Saskatchewan à l'est et les Territoires du Nord-Ouest au nord. L'Alberta est la 4^{ème} province la plus peuplée du Canada avec 5,0 millions d'habitants (estimation T1 2025), soit près de 12,0 % de la population du Canada (population canadienne estimée à 41,5 millions au T1 2025). Sa superficie, 661 848 km², est équivalente à celle du Texas, ou encore à celle de la France, du Benelux et de la Suisse réunis. Environ 58 % du territoire albertain est constitué de forêts. Edmonton est la capitale provinciale (environ 1,59 million d'habitants dans la région métropolitaine, estimation 2025), tandis que Calgary (environ 1,69 million d'habitants dans la région métropolitaine, estimation 2025) constitue le centre économique. La population albertaine a connu une croissance notable, augmentant de 3,5 % entre le T1 2024 et le T1 2025.

L'économie albertaine repose toujours principalement sur l'exploitation d'importantes ressources pétrolières et gazières. La province concentre à elle seule 97 % des réserves de pétrole prouvées du pays (selon le Bilan énergétique 2024-2025), avec 167 milliards de barils récupérables prouvés (selon une étude publiée en mars 2025) ; le Canada possède 12 % des réserves mondiales (données fin 2022, publiées dans le Bilan énergétique 2024-2025), soit le quatrième rang mondial (selon le Bilan énergétique 2024-2025), derrière le Venezuela (17 %) et l'Arabie Saoudite (15 %) (données fin 2022). Ces réserves sont toutefois composées essentiellement de sables bitumineux, ce qui implique un coût d'extraction élevé et d'importantes émissions de GES (environ 3 fois plus que pour l'extraction de pétrole conventionnel) et des technologies perfectionnées. Le ministère des Ressources naturelles du Canada estimait précédemment que l'évolution technologique pourrait augmenter les réserves réellement extractibles à 300 milliards de barils. Sur la base des réserves prouvées actualisées, on estime aujourd'hui ses réserves à 137 ans d'exploitation.

Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière représentait 19,9 % du PIB provincial en 2024, tandis que la construction comptait pour 8,8 % et la fabrication pour 7,4 %. Calgary concentre la quasi-totalité des sièges sociaux des sociétés canadiennes et étrangères du secteur des hydrocarbures. De leur côté, Edmonton et Red Deer se positionnent en base arrière industrielle des chantiers de Fort McMurray pour l'extraction du pétrole issu des sables bitumineux. Malgré sa dépendance au secteur énergétique, l'Alberta dispose également d'autres secteurs bien implantés, comme l'immobilier, les services professionnels, l'agriculture, les hautes technologies, etc..

L'Alberta fait face à plusieurs défis économiques, dont le principal est la transition vers une économie plus verte, en réduisant la dépendance au pétrole et en diversifiant davantage son économie. La province a également dû faire face à des ralentissements économiques liés aux fluctuations des prix du pétrole, ce qui a entraîné des cycles de récession et de reprise. Le Budget 2025 prévoit un déficit de 5,2 milliards de dollars et met l'accent sur les investissements dans l'éducation (plus de 10 milliards de dollars pour 2025) et la santé (plus de 3,6 milliards sur 3 ans pour les infrastructures), tout en visant une croissance des investissements hors pétrole et gaz pour atteindre 54 milliards de dollars d'ici 2027

LE CHIFFRE À RETENIR

3,3%

Croissance du PIB réel en 2024

Depuis 2022, la Première ministre de l'Alberta est Danielle Smith, chef du Parti Conservateur Uni (PCU), un parti de droite formé en 2017 par la fusion du Parti progressiste-conservateur et du Parti Wildrose.

Perspectives économiques

Après une forte récession dans le contexte de la pandémie, les perspectives économiques apparaissent positives

Après avoir subi une forte récession en 2020 (-8,2 %, selon un rapport provincial de 2021), l'économie albertaine a connu une importante reprise et a vu son PIB augmenter chaque année. Grâce à un taux de variation annuel du PIB albertain positif depuis 2021, l'Alberta a de nouveau dépassé le niveau de PIB d'avant la pandémie, avec une richesse atteignant 344,1 milliards de dollars CAD en 2023 (PIB aux prix de base, données publiées en novembre 2024). Le rebond des prix de l'énergie en 2022-2023 avec la guerre en Ukraine a stimulé la croissance du PIB, mais cette reprise reste vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux. Les projections à court et moyen termes anticipent une croissance modérée du PIB, soutenue par des investissements continus dans le secteur pétrolier ainsi que par des initiatives de diversification économique.

Le taux de chômage en Alberta a historiquement suivi les cycles économiques du secteur énergétique. Si le taux de chômage s'est maintenu autour de 7 % entre 2018 et début 2020 (entre 6,1 et 7,6 % en fonction des mois), celui-ci était cependant supérieur au taux moyen canadien (une différence de l'ordre d'1 % à 1,5 %), témoignant de la difficulté pour la province de rattraper le déficit de croissance né de l'épisode de récession survenu en 2015-2016, après la chute des prix du pétrole. L'arrêt d'une partie de l'activité économique engendré par l'épidémie de Covid-19 a naturellement entraîné une hausse rapide du chômage au cours de l'année 2020, avec un pic de 15,5 % atteint en mai 2020. Le taux de chômage a ensuite rapidement diminué pour revenir aux niveaux pré-pandémiques dès début

2022 (6,5 % en février). La baisse s'est poursuivie au cours de l'année 2022 pour atteindre en juillet 2022 son niveau le plus bas depuis 2014 (4,9 %), avant de se stabiliser. En mai 2025, le taux de chômage de l'Alberta est à 7,1 %, soit au-dessus du taux de chômage national à 7 %.

La croissance démographique de l'Alberta est un facteur essentiel de sa dynamique économique. Avec une augmentation annuelle de la population de 4,4 % en 2024, la province attire continuellement des migrants, tant interprovinciaux qu'internationaux, grâce à ses opportunités économiques et à un coût de la vie relativement abordable par rapport à d'autres provinces canadiennes. Cette croissance démographique soutient la demande intérieure, notamment dans les secteurs du logement, de la consommation et des services publics. Cependant, elle impose également des défis importants en termes d'infrastructures et de services. Les principales villes de la province, Calgary et Edmonton, absorbent une grande partie de cette croissance, ce qui conduit à une urbanisation rapide. Cette expansion urbaine pose des problèmes de planification urbaine, de gestion des ressources et de maintien de la qualité de vie, comme l'ont illustré récemment les difficultés sur le réseau de distribution d'eau de Calgary. Les gouvernements locaux et provinciaux devront investir de manière significative dans les années à venir dans les infrastructures de transport, les systèmes de santé, l'éducation et le logement pour s'assurer que cette croissance démographique se traduise par une prospérité partagée et une qualité de vie élevée.

Finances publiques

Excédents réduits, une gestion rigoureuse de la dette

Contrairement aux exercices précédents qui affichaient des excédents, le Budget 2025 prévoit un déficit de 5,2 milliards de dollars canadiens (Md CAD). Cette décision est présentée comme une réponse responsable aux besoins actuels, notamment pour financer des niveaux de dépenses sans précédent dans les services publics clés. Ce budget inclut une provision pour risques considérablement accrue pour amortir les chocs potentiels liés aux catastrophes naturelles, aux règlements des négociations collectives dans le secteur public et à l'incertitude entourant d'éventuels tarifs commerciaux américains. La loi-cadre fiscale de l'Alberta exige un retour à l'équilibre budgétaire dans les trois ans suivant la constatation d'un déficit en fin d'exercice.

Sur le front de la dette, l'Alberta affiche un fardeau nettement inférieur à la moyenne des autres provinces canadiennes. La dette nette de la province représente 8,7 % du PIB, une situation enviable comparée à des provinces comme l'Ontario, où ce ratio dépasse 37,8 %. En 2025-2026, les besoins d'emprunts bruts de l'Alberta sont estimés à 11,3 Md CAD, en grande partie dû au préfinancement de 11,3 Md CAD pour rembourser des dettes arrivant à échéance en 2025-2026. Cette stratégie de gestion proactive de la dette vise à stabiliser les finances provinciales à long terme, en réduisant les risques de fluctuations des taux d'intérêt.

Dépendance aux ressources naturelles : une source de revenus sous pression

L'économie albertaine reste fortement tributaire de ses ressources naturelles, en particulier du pétrole et du gaz, qui constituent une part prépondérante des revenus provinciaux. Alors que 2022 a été une année record (10,4 Mds CAD d'excédent budgétaire, grâce aux redevances pétrolières qui ont atteint 28 Mds CAD, soit 36% des recettes de la province), la province a été frappée en 2023 par une baisse significative des prix de l'énergie. Les prix du pétrole et du gaz naturel ont diminué de plus de moitié, mettant de nouveau en lumière la vulnérabilité de l'Alberta aux fluctuations des marchés mondiaux. Les projections budgétaires pour 2024-2025 se basent sur un prix moyen du brut WTI de 68 US\$ par baril, avec un différentiel de 17,1 US\$ entre le brut léger et le brut lourd. Ces hypothèses, bien que réalistes dans le contexte actuel, restent sensibles aux aléas des marchés internationaux. Toute baisse prolongée des prix de l'énergie pourrait ainsi réduire les revenus de la province, forçant des ajustements budgétaires potentiellement douloureux.

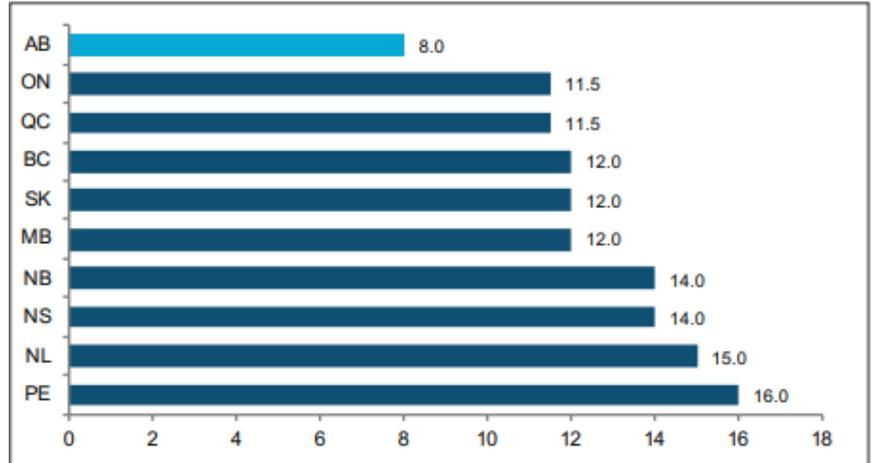
En 2023-2024, les recettes fiscales de l'Alberta, y compris les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, ainsi que les redevances sur le bitume, ont dépassé les prévisions de 9,7 %, contribuant à l'excédent budgétaire. Cependant, les dépenses ont également dépassé les attentes de 2,4 %, principalement en raison des coûts liés aux incendies de forêt et à l'assistance aux secteurs agricoles sinistrés (0,75 Md CAD prévus en début de budget contre 2,9 Mds effectivement dépensés).

Le Fonds Héritage : une garantie pour l'avenir

Face aux incertitudes économiques, l'Alberta continue de renforcer son Fonds Héritage, un fonds souverain créé en 1976 pour assurer une gestion prudente de la manne pétrolière et qui atteint aujourd'hui 24,3Md CAD. Le gouvernement prévoit de diriger 2 Mds CAD d'excédents dans le fonds en 2025. Cette contribution s'inscrit dans une stratégie à long terme visant à faire croître le fonds à 250 milliards de dollars d'ici 2050. Il constitue une garantie essentielle pour l'avenir économique de la province, offrant une réserve financière en cas de chocs économiques majeurs ou de baisses prolongées des recettes fiscales.

Plus généralement, l'Alberta se distingue des autres provinces canadiennes par une fiscalité très attractive, comme en témoigne par exemple l'absence de taxe provinciale sur la consommation et sur les salaires. L'Alberta a aujourd'hui le taux d'imposition des sociétés le plus bas du Canada et l'un des plus bas d'Amérique du Nord, depuis sa réduction de 10 % à 8 % entre 2020 et 2022.

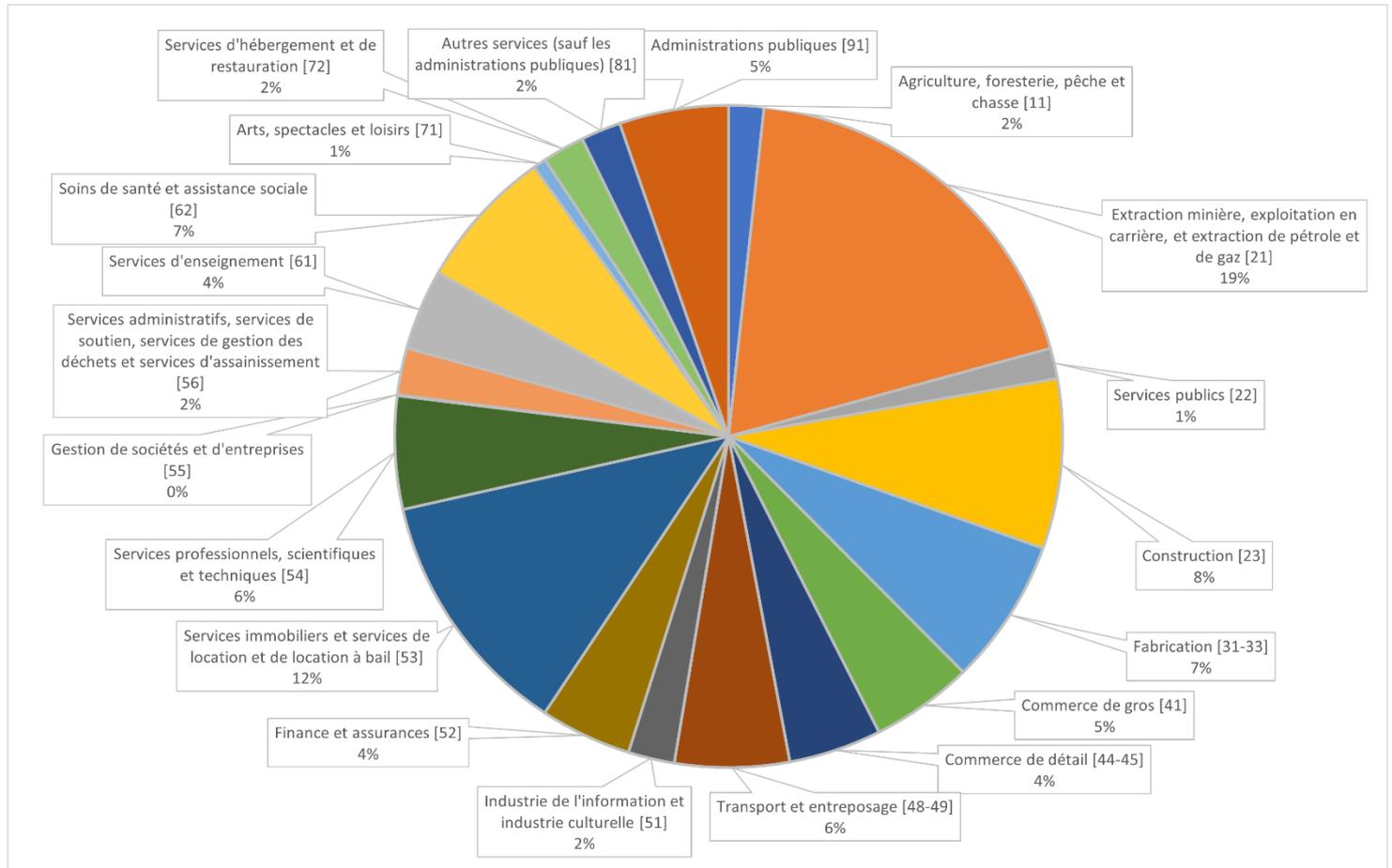
Provincial General Corporate Income Tax Rates (%)



* Corporate income tax rates known as of February 2, 2024.

Aspects sectoriels

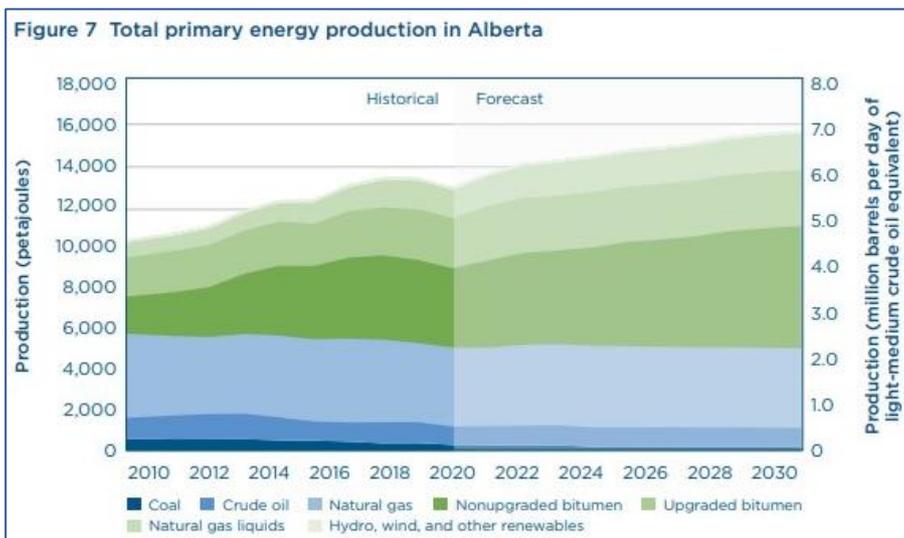
Répartition du Produit intérieur brut (PIB) de l'Alberta aux prix de base, par industries en 2024 :



Source : [Statistique Canada, Tableau 36-10-0402-01 Produit intérieur brut \(PIB\) aux prix de base, par industries, provinces et territoires](#)

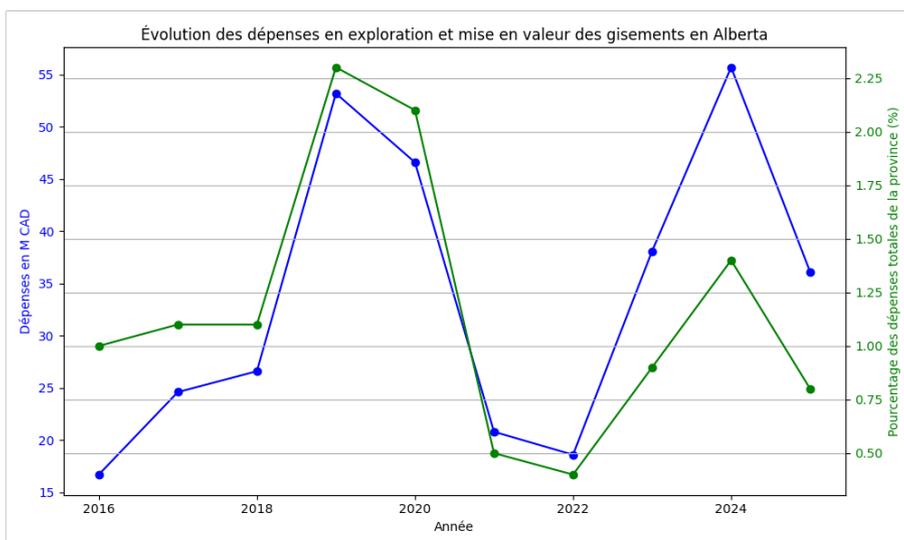
Energie et matières premières

L'économie de l'Alberta est largement dépendante du secteur énergétique et de la demande américaine. En effet, si le secteur énergétique, à lui seul, représentait en 2024 19,9 % du PIB de la province, il constituait 74 % de la valeur totale des marchandises exportées cette année-là par l'Alberta, soit 135,47 Md CAD (86,55 Md €). Les produits énergétiques



représentaient également 71 % des toutes les exportations canadiennes du secteur en 2024 et formaient à eux seuls 19,3 % des exportations nationales canadiennes. Les Etats-Unis sont quasiment le seul débouché international pour le secteur de l'énergie de l'Alberta, qui y a exporté 97 % de la valeur de ses marchandises en 2023.

Malgré son importance pour l'économie albertaine et pour le Canada en général, les dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements ont, après le pic de 2019, fortement diminué jusqu'en 2022, passant de 53,2 M CAD (35,4 M€), c'est-à-dire 2,3% des dépenses totales de la province, à 18,6M CAD (11,88M€), soit 0,4% des dépenses total de la province. Cependant, en 2023 et en 2024, les dépenses ont de nouveau sensiblement augmenté avec 55,7M CAD en 2024 (35,6 M€), soit 1,4% des dépenses totales de la province. Pour 2025, les prévisions sont sur une baisse des dépenses à 36,1 M CAD (23 M€) soit 0,8% des dépenses de la province.



Source : <https://surl.li/ruisev>

Cette dynamique est facilitée par les profits records réalisés par les majeures pétrolières en Alberta depuis 2021. Les exportations de produits énergétiques de la province ont en 2021 et 2022, en grande partie grâce à la hausse de leur prix sur les marchés, mais ont diminué de 18,7 % en 2023.

Dans le contexte d'une crise d'approvisionnement énergétique liée à la guerre en Ukraine, la diversification des voies d'accès aux marchés revêt une importance décisive pour une province sans voie d'accès direct à la mer. Une partie des dépenses du secteur porte ainsi désormais sur des projets d'acheminement des hydrocarbures vers de nouveaux marchés porteurs à l'étranger, notamment l'Asie-Pacifique, à l'instar du projet d'extension de l'oléoduc Trans Mountain (TMX) entré en service en mai 2024. TransMountain a été profondément remanié pour doubler le pipeline existant, avec une augmentation de la capacité de 300 000 b/j à 890 000 b/j et la création de 12 stations de pompes ainsi que de 1147 km de réseau. Le coût du TMX, estimé à 5,4 Md CAD (3,6 Md €) lors de son lancement en 2013, a finalement atteint 34 Md CAD (22,9 Md €), faisant de ce projet d'infrastructure le plus cher de l'histoire du Canada.

L'abandon du projet de pipeline Keystone XL par TC Energy (ligne vers le Nebraska) suite à la révocation du permis par l'administration Biden en 2021, a reposé la question des débouchés pour le brut Albertain. Le gouvernement albertain a estimé que l'arrêt de ce projet entraînait une perte d'environ 1,3 Md CAD (883 M€) pour la province. Le gouvernement Trump II souhaiterait relancer le projet, mais l'appétence du secteur privé pour se réengager reste à vérifier.

Plus largement, les projections dans le secteur énergétique mondial et les circonstances actuelles conduisent certains observateurs à s'interroger sur la politique énergétique de la province. Se pose en effet la question de la compétitivité des hydrocarbures canadiens face aux gros producteurs mondiaux (notamment moyen-orientaux), dont les réserves sont plus importantes et qui bénéficient surtout d'un avantage comparatif en termes de coût d'extraction par rapport au Canada et de meilleures performances en matière d'émissions de GES. Dans un contexte où le Premier ministre Carney a annoncé vouloir faire du Canada une puissance énergétique responsable, des adaptations du cadre réglementaire fédéral actuel (projet de loi C-5 visant à accélérer les grands projets d'infrastructure) sont à anticiper. La Province incite par ailleurs d'ores et déjà l'industrie à s'engager dans la réduction de ses émissions de GES, à travers des investissements massifs dans l'innovation des techniques d'extraction, l'électrification des infrastructures du secteur - notamment le CanmetENERGIE (un centre de R&D dans le domaine) - ainsi que dans les projets de capture et de stockage du carbone.

L'Alberta a aussi entrepris de diversifier son mix énergétique, notamment à travers le développement du nucléaire. En effet, le Gouvernement de l'Alberta a annoncé en mars 2022 la signature d'un

partenariat stratégique avec l’Ontario, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick pour le développement de petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR). Le gouvernement provincial voit dans les petits réacteurs modulaires une source potentielle d’énergie sans émissions et à faible coût pour les régions isolées, ainsi que pour les industries qui ont besoin de chaleur pour chauffer les sables bitumineux. Par ailleurs, l’Alberta, qui concentre aujourd’hui environ la moitié de la production d’hydrogène du Canada, a lancé en avril 2021 un « hub » consacré au développement de l’hydrogène dans la province. Ce projet représente un investissement limité (2 M CAD/1,5 M€) mais permet à la province de se positionner parmi les régions en pointe sur ce marché qui, à terme, pourrait représenter jusqu’à 100 Md CAD (67 Md €) à l’échelle nationale. La province est également celle du pays qui, entre 2018 et 2023, a enregistré le volume le plus important de projets dans le secteur des énergies renouvelables. Le développement de l’éolien et du solaire dans la province, jusque-là très dynamique, a toutefois connu un coup d’arrêt significatif en 2023 avec la mise en d’un moratoire sur tous les projets, afin de développer un cadre réglementaire destiné à limiter les effets de ces projets sur l’agriculture, l’environnement, les municipalités et les paysages vierges. L’institut Pembina, think-tank canadien, comptabilise 53 projets abandonnés suite à ce moratoire (pour un total de 8,6 GW) et le retard de mise en service d’environ 15 mois de 42 autres. Le 29 février 2024, la fin du moratoire sur les énergies renouvelables a été annoncée. Les nouvelles règles pour l’implantation de nouvelles productions demeurent toutefois plus restrictives que précédemment :

- interdiction des construction sur les terre de classe 1 et 2 (terre les plus fertile), sauf si il y a une démonstration de la capacité des culture à coexister avec le projet ;
- Des zones tampons d'au moins 35 kilomètres seront établies autour des zones protégées et d'autres « *pristine viewscapes* » désignés par la province. Les nouveaux projets éoliens ne seront plus autorisés dans ces zones tampons. D'autres projet situés dans la zone tampon doivent faire l'objet d'une évaluation visuelle d'impact avant approbation ;
- Tout développement d’énergies renouvelables sur les terres de la Couronne se fera au cas par cas.

Agriculture et agroalimentaire

L’agriculture est une composante encore importante de l’économie de l’Alberta, représentant 2,5% de son PIB en 2023. En 2023, les revenus agricoles de la province proviennent à 6,3 Mds CAD du bétail (bœufs et veaux), 3,4 Mds CAD (3 Mds €) du canola et 2,8 Mds CAD (2,28 Mds €) du blé. L’Alberta est la première province productrice de bœuf au Canada et possédait 43% du cheptel canadien en 2024, soit 4,8 millions de têtes. La province produit également 29% de la production de blé nationale, 29%

de la production de canola et 24% de la production d'avoine. Le secteur agricole et agroalimentaire enregistre également de bonnes performances à l'international et compte pour 19,4% des exportations agroalimentaires du Canada. L'Alberta est la troisième province exportatrice en agroalimentaire du pays, après l'Ontario et le Saskatchewan. Les exportations agroalimentaires de l'Alberta s'établissaient à 17,9 Mds CAD en 2023, dont 3,9 Mds de viande bovine, 3,6 Mds CAD de blé et 1,7 Mds CAD de graines de canola. Les Etats-Unis sont le principal partenaire à l'export de l'Alberta et sont destinataires de 50% de ses exportations international. A noter également que 80% des exportations agroalimentaires de l'Alberta étaient à destination des Etats-Unis, de la Chine, du Japon, du Mexique et de l'Indonésie en 2023.

Hautes technologies / T.I.C.

Les principaux secteurs de hautes technologies en Alberta sont les technologies propres, les technologies de l'information et des communications (TIC), les sciences de la vie et les nanotechnologies. Le gouvernement de l'Alberta, à travers l'agence publique *Alberta Innovates*, tout comme son agence d'attractivité et de développement *Invest Alberta*, accompagne l'industrie des TIC pour soutenir le développement de nouvelles technologies, accroître la commercialisation et développer de nouveaux marchés et opportunités. L'industrie des TIC comprend environ 63 000 employés selon Invest Alberta, ce qui en fait un des secteurs clés de la province. La province accueille certains acteurs majeurs d'Amérique du Nord comme Apple, Microsoft, ou encore Amazon Web Services qui a ouvert fin 2023 un centre régional de « *cloud computing* » à Calgary à travers un investissement majeur de 4,3 Md CAD (3 Md €). Plus largement, l'Alberta ambitionne de se positionner comme centre majeur pour l'accueil des centres de données grâce à une énergie accessible et bon marché, un climat froid et des ressources humaines et capacités techniques. La province développe ainsi un écosystème dynamique constitué de start-up et licornes technologiques (ex: Jobber, Benevity,...), propice aux avancées technologiques de pointe grâce notamment aux initiatives de Quantum City et de l'Alberta Machine Intelligence Institute (Amii).

La province cherche également à développer son secteur aéronautique. L'industrie aéronautique et spatiale est d'ores et déjà constituée de plusieurs centaines d'acteurs, notamment dans la production de systèmes géospatiaux et de ses composantes et pièces. Quelques compagnies majeures sont présentes, comme De Havilland, Hexagon, Aerium analytics, Lockheed, etc. La province est active dans les secteurs de la robotique et des systèmes de véhicules téléguidés, des sciences spatiales, géomatiques, des systèmes de navigation, et des services d'entretien et de réparation.

Transports

Malgré l'omniprésence de la voiture, le gouvernement albertain élabore actuellement, avec l'appui d'Egis, un « passager rail master plan » destiné à développer les transports sur rail dans la Province. Ce plan prévoit de relier par un TGV les deux villes principales de la Province, Calgary et Edmonton, en passant par les aéroports, ainsi que d'autres villes moyennes, mais également le développement massif des transports en commun pour assurer une intermodalité, essentielle pour garantir le succès des lignes de train interurbaines.

Plan directeur pour le transport ferroviaire de passagers en Alberta



Source : <https://www.alberta.ca/passenger-rail>

En matière d'aviation, l'aéroport d'Edmonton se positionne en pionnier sur la décarbonation de ses activités, notamment à terre, par le développement des infrastructures et des usages de l'hydrogène. Enfin, l'Alberta abrite le siège social de WestJet (à Calgary), qui est le deuxième transporteur aérien au Canada, faisant de Calgary une plaque tournante régionale et un des aéroports les mieux desservis du pays.

Relations économiques bilatérales

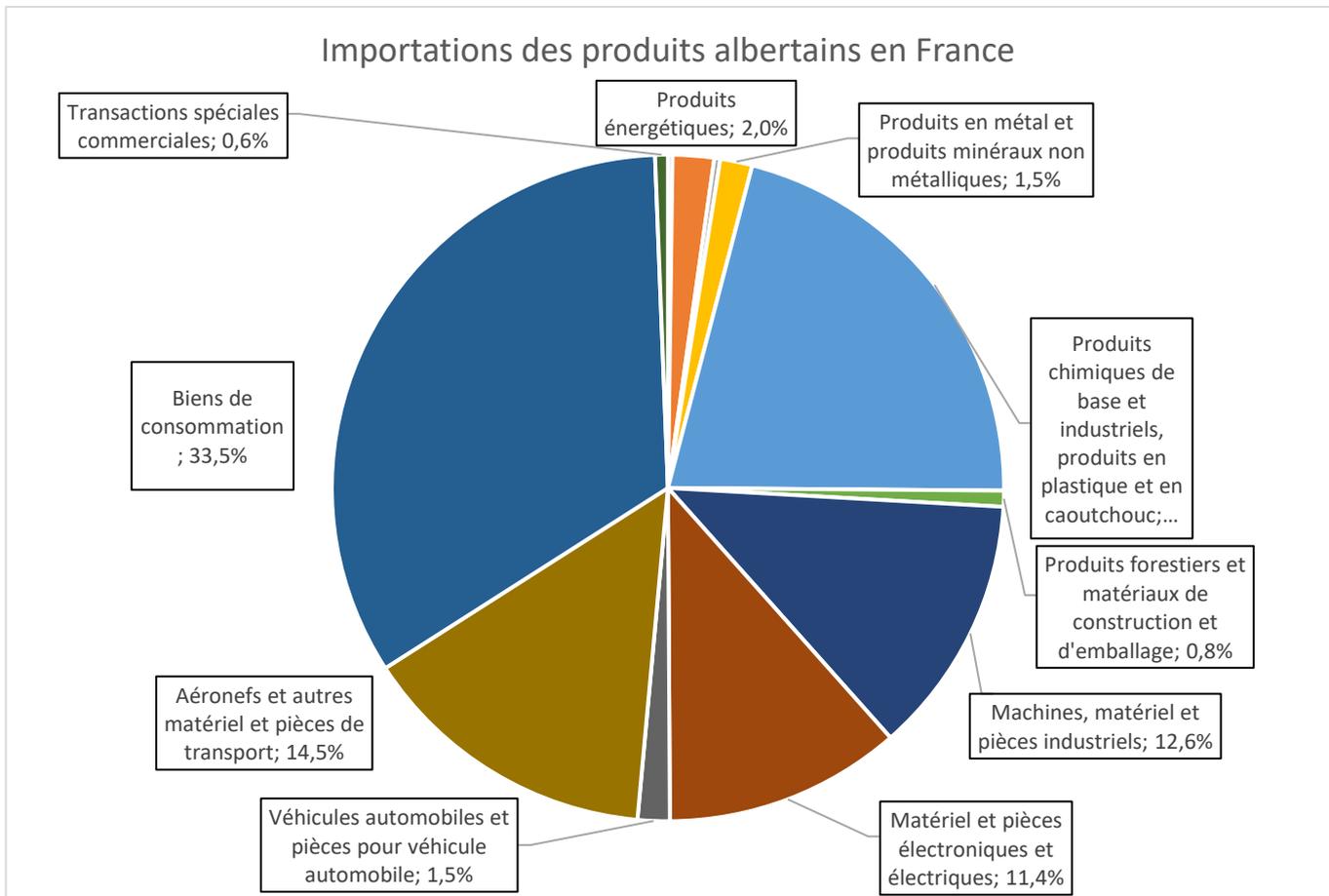
Les échanges entre la France et l'Alberta en hausse par rapport à 2023

Les échanges bilatéraux de marchandises représentaient 597 M CAD (380 M €) en 2024, en hausse de 23,2 % par rapport à l'année précédente où les échanges étaient de 485 M CAD (309 M €). Ces échanges représentent 4,3 % des échanges commerciaux totaux du Canada avec la France. En 2024, l'Alberta a exporté pour 174 M CAD (111 M€) vers la France, contre 131 M CAD (83 M€) en 2023, et a importé pour 423 M CAD (269 M€), contre 353 M CAD (224 M€) en 2023.

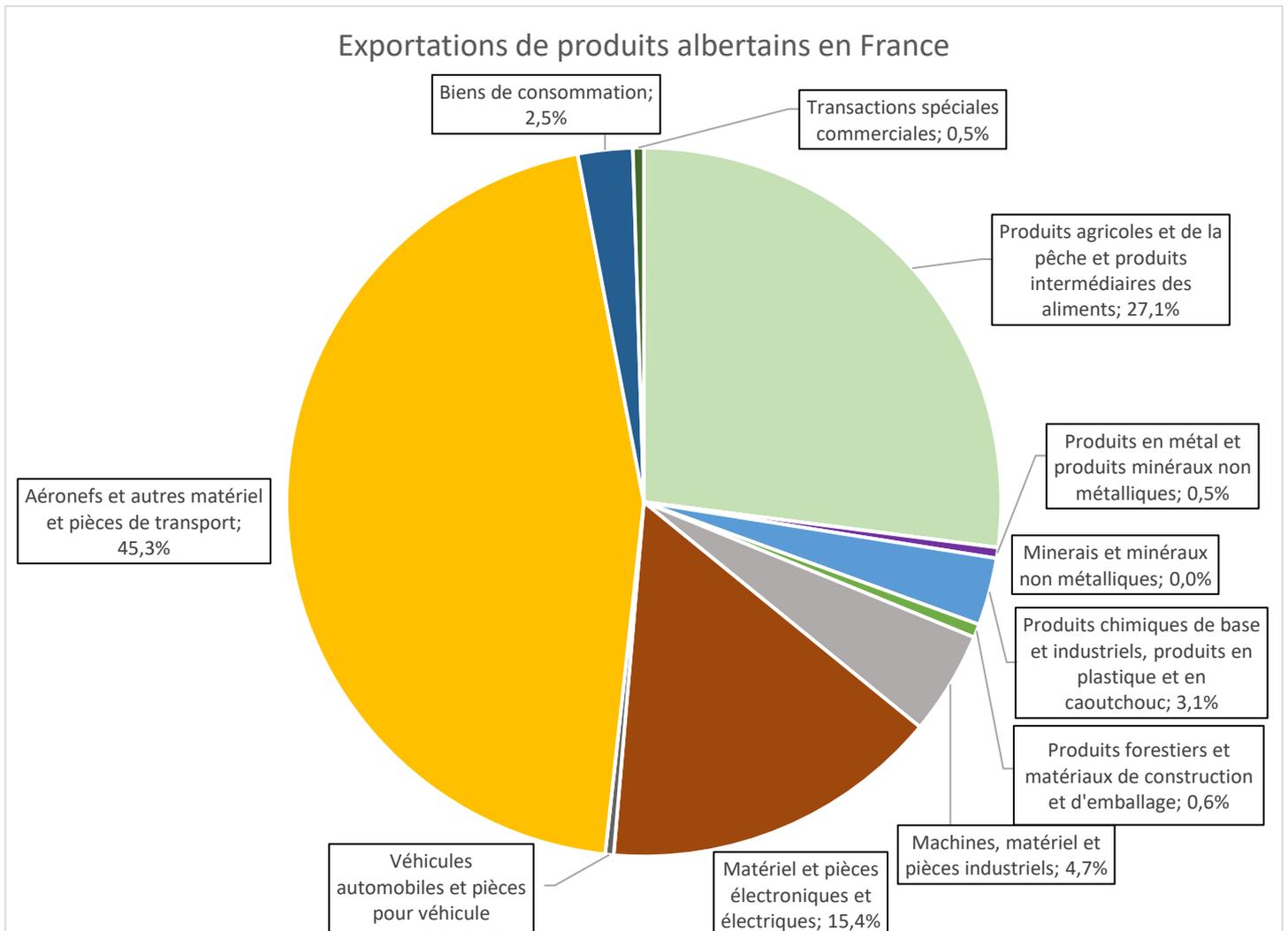
Les échanges de biens France – Alberta en 2024

	M CAD	M EUR	Évolution 2024/2023
Exportations françaises	423	269	+32,7 %
Importations	174	111	+ 19,7 %
Total des échanges	597	380	+23,2 %
Solde des échanges	249	159	+12,1 %

En 2024, les importations de produits français en Alberta concernaient principalement les biens de consommation (33,48%), les produits chimiques, plastiques et en caoutchouc (21,09%) et le matériel de transport (14,45%).



En 2024, les exportations albertaines vers la France concernaient principalement les aéronefs et autres matériel et pièces de transport (45%), les produits agricoles et de la pêche (27%) et le matériel et pièces électroniques et électriques (15%).



L'Alberta compte une cinquantaine de groupes français

La présence française en Alberta est centrée sur la production et les services pour les hydrocarbures. En effet, on y relève la présence de Schlumberger, ou encore de l'Institut français du pétrole Energies Nouvelles (IFPEN) à travers sa filiale IFP Technologies (Canada) Inc. TotalEnergies, qui était historiquement présent, a quitté l'Alberta, notamment suite aux pertes enregistrées en 2016. Le groupe a revendu progressivement ses actifs dans l'exploitation des sables bitumineux jusqu'en 2022 (dépréciation exceptionnelle de ses actifs de 9,3 Md CAD (6,2 Md€) ; l'entreprise se réinvestit toutefois à travers des projets d'énergie renouvelable. Dans le secteur de l'énergie toujours, EDF Renouvelables, Engie, Veolia et Neoen sont également présentes dans la province.

La présence française en Alberta est également marquée dans le secteur bancaire et financier avec des banques telles que BNP Paribas, Société Générale et sa filiale de courtage Newedge, qui s'inscrivent dans un contexte de développement rapide du secteur financier en Alberta, notamment tiré par le dynamisme des secteurs de l'énergie et de la construction.

La présence française est par ailleurs forte dans le secteur du BTP. Vinci (branche Vinci Construction à Fort McMurray, Vinci Grands Projets à Calgary) a par exemple gagné de nombreux appels d'offre dans le cadre du programme de travaux et de développement des infrastructures de la province. Colas, la filiale de Bouygues, a été choisi en 2021 par la ville d'Edmonton pour l'extension d'une ligne de métro qui est par ailleurs équipé en matériel roulant par Alstom. On peut également mentionner la présence dans la province de Soprema, Schneider Electric, Saint-Gobain.

Parmi les autres groupes français implantés en Alberta, on retrouve également Décathlon, AirLiquide, Bonduelle, Lactalis, Capgemini, Rexel, Sonepar, CMA CGM.

Contrats et opportunités récentes pour les entreprises françaises

Suez Environment, racheté dans l'intervalle par Veolia, a renouvelé en janvier 2021 son partenariat avec la province pour l'exploitation de l'usine de traitement de déchets de Swan Hills (93 M CAD/59 M € pour 5 ans). L'entreprise française exploite cette usine de traitement des déchets depuis 2010.

Le groupe français Vinci (65%), associé à la société canadienne Graham (35 %), a achevé avec 10 mois d'avance le chantier du du périphérique de la ville de Calgary (valeur de 183 M€). Cette infrastructure routière de cinq kilomètres au sud de la ville comprend quatre échangeurs, sept ponts ainsi qu'un passage souterrain pour les piétons. Vinci achève également actuellement le projet de réservoir de Springbank à Calgary (263 M€), destiné à protéger Calgary contre les grandes crues comme celle de 2013.

EDF Renouvelables se développe également en Alberta, avec cinq projets éoliens qui devraient pour la plupart être opérationnels d'ici 2026 dans le sud de la province, ainsi qu'un projet solaire, Vulcan, plus grand projet solaire de l'Ouest Canadien, qui devrait être exploitable en 2027.

Fin octobre 2022, le président de la République française a annoncé vouloir renforcer la flotte de « Canadair » pour mieux lutter contre les incendies dans l'hexagone. Ceci s'est traduit par la commande en 2024, de deux exemplaires du bombardier d'eau DHC-515. D'autres acquisitions pourraient intervenir d'ici à 2027 dans le cadre du plan de « réarmement d'urgence » lancé en 2022.

Le DHC-515 est le nouveau-né des avions citernes fabriqués par De Havilland, entreprise basée à Toronto, qui les assemblera à partir de 2026 dans une usine de Calgary.